

BUDGET D'EQUIPEMENT

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX

MARCHE N° 49/CS/2025

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS DE LA ROUTE DE KENITRA « COMMUNE DE SALE ».

C.P.S

Imputation Budgétaire

<i>Section</i>	<i>Chapitre</i>	<i>Art/Prog</i>	<i>Projet</i>	<i>Ligne</i>
<i>04</i>	<i>10</i>	<i>20/20</i>	<i>10</i>	<i>12</i>

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert NATIONAL sur offre des prix, passé en application de l'alinéa a du § 3-I de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 du Décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

ARTICLE 3 : MAÎTRISE D'OUVRAGE

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 6 : TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX

ARTICLE 7 : VALIDITÉ DES OFFRES ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 11 : DÉLAI D'EXÉCUTION

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET RETENUES

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 14 : OCTROI D'AVANCES

ARTICLE 15 : RÉVISION DES PRIX

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

ARTICLE 18 : ASSURANCES

ARTICLE 19 : MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 21 : RÉSILIATION

ARTICLE 22 : RÉCEPTION PROVISOIRE

ARTICLE 23 : DÉLAI DE GARANTIE

ARTICLE 24 : RÉCEPTION DÉFINITIVE

ARTICLE 25 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 29 : GESTION DES DÉCHETS DU CHANTIER

ARTICLE 30 : MESURES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE

ARTICLE 31 : PROVENANCE, QUALITÉ ET ORIGINES DES MATÉRIAUX

ARTICLE 33 : PÉNALITÉS PARTICULIÈRES

ARTICLE 34 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 35 : PLAN DE RECOLEMENT :

ARTICLE 36 : CONSISTANCE ET DÉFINITION DES PRIX

ARTICLE 37 : BORDEREAU DES PRIX, DÉTAIL ESTIMATIF

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS DE LA ROUTE DE KENITRA
« COMMUNE DE SALE».**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert NATIONAL sur offre des prix, passé en application de l'alinéa a du § 3-I de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 du Décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par
Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

Mr
Agissant en qualité de.....
Agissant au nom et pour le compte de
.....
Au capital de.....Taxe professionnelle n°
Inscrit au registre de commerce de Sous le n°.....
Affilié à la CNSS sous N°.....
IFN°.....ICE n°.....
Faisant élection de domicile au
.....
N° téléphone.....Fax.....E-mail.....
Titulaire du compte bancaire RIB N°.....
.....
Ouvert auprès de.....
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS DE LA ROUTE DE KENITRA
« COMMUNE DE SALE».**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert NATIONAL sur offre des prix, passé en application de l'alinéa a du § 3-I de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 du Décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°.....

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

MARCHE N° 49/CS/2025

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS DE LA ROUTE DE KENITRA
« COMMUNE DE SALE».**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert NATIONAL sur offre des prix, passé en application de l'alinéa a du § 3-I de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 du Décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention soussigné :

- Membre 1 :

M qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont
Conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n° Registre de commerce desous le
n°.....Affilié à la CNSS sous n° IFn°.....ICE n°.....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire.

Du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire
Commun RIB (24 positions)

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le Présent marché a pour objet : **Travaux d'aménagement des espaces verts de la Route de Kenitra-Commune de Salé.**

Le Présent marché est à lot unique.

Ces travaux seront exécutés pour le compte de la Commune de Salé représentée par son Président, agissant en qualité du Maître d'Ouvrage.

Les travaux concernent l'aménagement des espaces verts de la route de Kenitra (Entre Hay Chmaou et Lotissement Halima sur une longueur de 3,8 Km)

ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert NATIONAL sur offre des prix, passé en application de l'alinéa a du § 3-I de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 du Décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la Commune de Salé.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux du présent marché consistent en la réalisation sur :

Travaux d'arrosage.

- Fouille en tranchées 80 cm de profondeur et 50 cm de largeur ;
- Fouille en tranchées 60 cm de profondeur 40 cm de largeur ;
- Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 100 mm, PN 16 ;
- Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 63mm, PN 16 ;
- Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 50mm, PN 16 ;
- Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 32mm, PN 16 ;
- Fourniture et pose de Conduite PE Ø 16 mm avec goutteur autorégulant intégré ;
- Vanne à opercule dn 100 ;
- Vanne d'arrêt manuelle en laiton y compris regard ;
- Clapet-vanne y compris regard ;
- Regard en béton avec tampon en fonte ductile de 1,00m*1,00m*1,00 m.

Travaux de plantations

- Transplantation des arbres et palmiers existants ;
- Nettoyage et préparation de sol ;
- Mise en place de la terre végétale ;
- Trous de plantation 2,00m*2,00m*1,00 m ;
- Trous de plantation 1,00*1,00m*1,00 m ;
- Fourniture et épandage de fertilisant organique naturel type biofertil ;
- Fourniture et plantation de Wachingtonia robusta ;
- Fourniture et plantation de chorisia speciosa ;
- Fourniture et plantation de brachychiton discolor ;

- Fourniture et plantation de Erythrina caffra ;
- Fourniture et plantation de Platanus acerifolia ;
- Fourniture et plantation de populus nigra italica ;
- Fourniture et plantation de Grevillea robusta ;
- Fourniture et plantation de Ficus retusa ;
- Fourniture et plantation de Eugenia boule ;
- Fourniture et plantation de gazon en boutures genre pennissitum clandestinum.

Divers

- Fourniture et pose de bancs en béton architectonique.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

5.1 : Les pièces constitutives du marché :

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS)
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés Pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que

Celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité n°2-22-431 et en Tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont Énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les Conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

5.2 : Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services ;
2. Les avenants éventuels ;
3. Les décisions d'augmentation éventuelles dans la masse des travaux.

ARTICLE 6 : TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

6.1 Textes généraux

- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;

- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts Moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-19-184 ;
- Décret n° 2-17-451 du 23/11/2017 portant règlement de la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération intercommunale ;
- Décret n° 2-14-272 du 14-05-2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- L'arrêté du Chef du Gouvernement n° 3.302.15 du 15 safar 1437 (27-11-2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- L'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés.
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative Au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le Dahir n° 1-03-61 du 10 Rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air ;
- Le Dahir n° 1-03-59 du 10 Rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement ;
- Dahir n°1-16-128 du 25 Aout 2016 promulguant la loi 59-13 modifiant et complétant la loi 17-99 portant codes des assurances ;
- La Circulaire 6001 Bis/TPC du 7 Août 1958 relative au transport de matériaux et marchandise pour exécution des travaux publics ;
- L'Arrêté n° 4451/DDP du 10 Octobre 1983 et le Dahir n° 89/30 du 21 Novembre 1989 relatif à l'extraction du sable et matériaux de construction ;
- Tous les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- La réglementation relative à l'achat, l'emmagasiner et l'emploi des explosifs au Maroc ;
- La circulaire 6001 TP du 07/08/1958 relative aux transports des matériaux et marchandises pour l'exécution des Travaux Publics ;
- La circulaire 5043-8 TP en date du 25 septembre 1967 relative aux travaux en régie ;
- Le dahir n° 1-14-190 du 6 Rabia I 1436 (29 décembre 2014) portant application de la loi n° 18-12 relatif à la réparation des accidents du travail ;
- Arrêté du ministre de l'équipement et de l'eau n° 2399-22 du 10 Safar 1444 (7 septembre 2022) fixant le nombre de catégories des entreprises de bâtiment et de travaux publics correspondant à chaque secteur d'activité, les seuils de classification à l'intérieur de chaque catégorie ainsi que le montant maximum annuel d'un marché pour lequel une entreprise d'une catégorie donnée peut être admise à soumissionner.

- Le dahir n° 1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires exigés des soumissionnaires ou adjudicataires des marchés publics
- Circulaire n° 72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du dahir n° 1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires exigés des soumissionnaires ou adjudicataires des marchés publics.

6.2 Textes spéciaux

- Le Guide Marocain des Terrassements Routiers (GMTR) rendu applicable par la note circulaire de la DRCR n°214.22/40900/1896/2002 du 11/07/2002 ;
- Les normes marocaines homologuées, à défaut les normes internationales (article 5 du décret 2-12-349) ;
- La circulaire 1/61/SGG du 30/01/1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale ;
- Les textes officiels réglementant les salaires et la main d'œuvre ; notamment le Décret N°2-85-679 du 15 Hijja 1405 (01/09/1985) ;
- Le décret n° 2.02.177 du 22 février 2002 approuvant le règlement parasismique (RPS 2000) applicable aux bâtiments, fixant les règles parasismiques et instituant le comité national de génie parasismique ;
- La loi 12-90 relatif à l'urbanisme promulgué par dahir n°1.92.31 du 25 hijja 1412 (17 .6 1992).

L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. L'Entrepreneur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : VALIDITE DES OFFRES ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

- Le marché qui résultera du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Président de la Commune de Salé.
- En application de l'article 143 du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, l'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **60 (Soixante) jours** à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.
- Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 36 du décret 2-22-431, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.
- Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du Maître d'ouvrage.
- **Si** l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le Maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti.
- Toutefois, le Maître d'ouvrage peut, avant l'expiration du délai visé au paragraphe premier ci-dessus proposer à l'attributaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son

offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise, lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 Février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de la commune de Salé en tant qu'ordonnateur ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Préfectoral de Salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.
- La dématérialisation du nantissement aura lieu conformément aux dispositions des articles 46 et 60 de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du budget n 1692-23 du 4 hijja 1444 (23/06/02023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants ;
- Les certificats de qualification relatifs à la nature des travaux à sous-traiter lorsqu'ils existent ainsi que les références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous- traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir :

- **Travaux de plantation**

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitante, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc conformément au paragraphe 5 de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023).

En cas de sous-traitance le titulaire est tenu de faire recours à l'emploi de la main d'œuvre locale.

Lorsque le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il ne peut le faire qu'au profit des prestataires installés au Maroc notamment aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

ARTICLE 11 : DÉLAI D'EXÉCUTION

Conformément à l'article 8 du CCAGT applicable aux marchés de travaux, Le délai d'exécution des travaux commencera à courir du jour invitant l'entrepreneur à commencer les travaux. Ce délai est **de 04 mois (Quatre mois)**.

Ce délai ne peut, sauf cas d'urgence, être inférieur à (10) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Des délais supplémentaires peuvent être pris en considération dans les cas suivants :

- Force majeure ;
- Ajournements partiels des travaux ;
- Augmentation dans la masse des travaux ;
- Travaux supplémentaires.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET RETENUES

Il sera fait application des dispositions de l'article 65 du CCAG-travaux. A défaut d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché majoré éventuellement par l'augmentation dans la masse des travaux et des prestations supplémentaires.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues à l'entrepreneur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché majoré éventuellement par l'augmentation dans la masse des travaux et des prestations supplémentaires.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

ARTICLE 14 : OCTROI D'AVANCES

Conformément aux dispositions du décret n° 2-14-272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics. Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC), pour le montant du marché inférieur ou égal à dix millions (10.000.000) de dirhams toutes taxes comprises (TTC). Pour la partie du montant du même marché supérieure à dix millions (10.000.000) de dirhams toutes taxes comprises (TTC), le taux de l'avance est fixé à 5% de ce montant, sans toutefois que le montant total de l'avance au titre d'un marché ne puisse dépasser vingt millions (20.000.000) de dirhams.

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit, en tout état de cause, être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.

La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance.

ARTICLE 15 : RÉVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du présent marché sont révisables le montant des travaux exécutés sera révisé par l'application de la formule suivante :

Pour les prix de 1 à 11 et le prix N°28 :

$$P = Po \times \{(0.15 + 0.85 \times (TR1/TR1o))\}$$

P : montant des travaux après révision.

Po : montant des travaux époque de base.

TR1 : index pour les terrassements du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

TR1o : index pour les terrassements du mois de la date limite de remise des offres

Pour les prix de 12 à 27 :

$$P = Po [(0.35 + 0.50 \times (S/ So) + 0.15 \times (G / Go)]$$

P : Prix hors taxe révisé de la prestation considérée.

Po : montant initial hors taxe de cette même prestation.

P/ Po : Etant le coefficient de révision des prix.

S : Est la valeur de l'index « Salaires » du mois de la date d'exigibilité de la révision.

So : : Est la valeur de l'index « Salaires » du mois de la date de remise des offres.

G : Est la valeur de l'index « Gasoil » du mois de la date d'exigibilité de la révision.

Go : : Est la valeur de l'index « Gasoil » du mois de la date de remise des offres.

Ces index sont publiés par le Ministère des équipements.

Le résultat final de révision des prix est arrêté à la deuxième décimale. Pour les calculs intermédiaires, les résultats des rapports sont arrêtés à la deuxième décimale.

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatées par les décisions prises à cet effet par le ministre chargé de l'équipement.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le Maître d'ouvrage répercute cette modification sur règlement.

Les calculs intermédiaires, les résultats des rapports sont arrêtés à la quatrième décimale.

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatées par les décisions prises à cet effet par le ministre chargé de l'équipement.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **70.000,00 (Soixante Dix Mille) dirhams**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'**article 18 du CCAG-T** et à l'**article 24 du décret n °2-22-431**. dans l'un des cas suivants :

- Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c),d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du présent décret ;
- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du présent décret ; – si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du présent décret.

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

Conformément à l'article 15 du CCAG-T, **Le cautionnement définitif** est fixé à **3%** du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires.

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG TRAVAUX.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

Conformément à l'article 25 du CCAG-T, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent

couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, pendant toute la durée des travaux, à savoir ceux se rapportant :

- a) Aux véhicules automobiles utilisés sur chantier.
- b) Aux accidents de travail.
- c) A la responsabilité civile incombant :
 - A l'entrepreneur, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages objet du marché, jusqu'à la réception définitive, les matériaux, le matériel, les installations, le personnel de l'entrepreneur, etc. quand il est démontré que ces dommages résultent d'un fait de l'entrepreneur, de ses agents ou d'un défaut de ses installations ou de ses matériels ;
 - A l'entrepreneur, en raison des dommages causés sur le chantier et ses dépendances aux agents du maître d'ouvrage ou de ses représentants ainsi qu'aux tiers autorisés par le maître d'ouvrage à accéder aux chantiers, jusqu'à la réception définitive ;
 - Au maître d'ouvrage, en raison des dommages causés aux tiers sur le chantier et ses dépendances par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents, etc. l'entrepreneur renonce à tout recours contre le maître d'ouvrage ;
 - Au maître d'ouvrage, en raison des dommages causés au personnel de l'entrepreneur et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, et qui entraînerait un recours de la victime ou de l'assurance « accident du travail ».
- d) Aux dommages à l'ouvrage, à ce titre sont garantis, pendant la durée des travaux et jusqu'à la réception provisoire, les ouvrages provisoires objet du marché, les ouvrages et installations fixes ou mobiles du chantier, les matériels, matériaux et approvisionnements divers, contre les risques d'incendie, vol, détérioration pour quelque cause que ce soit, sauf cataclysmes naturels.

L'entrepreneur doit informer le maître d'ouvrage de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances prévues par le présent article sous peine de l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG-T.

ARTICLE 19 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Il se fait application des dispositions des articles 60,61,62,63,64 et 68 de CCAG-T. Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie et des pénalités de retard, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues à l'entrepreneur seront versées au compte bancaire ouvert au nom du concurrent indiqué au préambule du présent CPS.

Les attachements doivent être déposés électroniquement conformément aux dispositions du décret n°2-19-184 modifiant et complétant le décret n°2-16-344 fixant les délais de paiement et des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 64 du CCACT, La retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10%) du montant du chaque acompte, elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmentée le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée à la demande de l'entrepreneur par une caution personnel et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Elle sera restituée à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'ouvrage dès la signature du P.V de la réception définitive, sous réserve que le titulaire du marché ait satisfait à toutes ses obligations conformément à l'article 64 du CCACT.

ARTICLE 21 : RÉSILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG- Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par l'article 69 du CCAG-T dans les cas suivants :

Le marché peut être résilié soit en ouvrant droit à indemnité soit sans indemnité dans les cas suivants :

- lorsque l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux n'a pas été notifié à l'entrepreneur dans les délais prévus par l'article 40 du CCACT.
- En cas d'ajournement.
- En cas de cessation des travaux
- En cas de force majeure rendant l'exécution des travaux impossible
- En cas de décès de l'entrepreneur
- En cas d'incapacité civile ou d'interdiction d'exercice de la profession ou d'incapacité physique ou mentale de l'entrepreneur.
- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire des biens de l'entrepreneur.
- En cas de révision des prix des travaux restant à exécuter dépassant de plus ou de moins de cinquante pour cent (50 %) par rapport au montant de ces mêmes travaux établi sur la base des prix initiaux du marché.
- En cas de diminution dans la masse des travaux de plus de vingt-cinq pour cent (25).
- En cas de retard dans l'exécution.
- En cas de retard dans le paiement des sommes dues de plus de huit (08) mois.
- En cas d'application des mesures coercitives prévues à l'article 79 du CCACT

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 22 : RÉCEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-T, le maître d'ouvrage s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 23 : DÉLAI DE GARANTIE

Conformément aux stipulations de l'article 75 du CCAG-Travaux, Le délai de garantie est fixé à UN (01) an à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des défauts, sans pour autant que ces travaux supplémentaires puissent donner lieu à paiement à l'exception de ceux résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

ARTICLE 24 : RÉCEPTION DÉFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 25 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Si, en cours de l'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81, 82, 83 et 84 du CCAG-T.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis à la juridiction marocaine.

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 km /h
- Le séisme : 5 degré sur l'échelle de Richter

ARTICLE 27 : LUTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE 29 : GESTION DES DÉCHETS DU CHANTIER

Pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur est tenu responsable de l'élimination des déchets générés par les travaux objet du présent marché et ce conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG-T.

ARTICLE 30 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

L'entrepreneur s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-T.

Il doit en particulier observer les mesures suivantes :

Le chantier doit être, avant tout commencement, approvisionné en matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. En outre, l'entrepreneur doit faire une gestion de sorte à ne pas avoir des attentes à défaut de matériaux (faire des commandes à temps). Ces matériaux doivent être stockés de telle façon à ne pas gêner les riverains et les usagers ni perturber la circulation sur les voies avoisinant le chantier ;

Il doit mettre à la disposition du personnel de chantier les médicaments nécessaires pour les premiers soins médicaux ;

Il est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification de chaque personne et de son employeur. Ceci s'applique même aux sous-traitants ;

Il doit assurer le gardiennage et le nettoyage quotidien du chantier durant la période des travaux ;

Il doit préparer les voies d'accès au chantier et les chemins de circulation intérieurs les plus directs et les plus courts possibles ;

Il doit mettre à la disposition de personnel du chantier les équipements de sécurité tels que casques, gants, bottes, lunettes, dispositifs de secourisme etc. ; il doit tenir compte des conditions climatiques en dotant les ouvriers de vêtements adéquats.

ARTICLE 31 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX

Les matériaux et produits doivent être conformes à des spécifications techniques ou à des normes marocaines homologuées, ou à défaut, aux normes internationales. Dans chaque espèce, catégorie ou choix, ils doivent être de la meilleure qualité, travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. Ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par le maître d'ouvrage à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu agréé par le maître d'ouvrage les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

L'entrepreneur doit, à toute réquisition, justifier de la provenance des matériaux et produits par la production des factures, bons de livraison, certificats d'origine...

Le maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leurs lieux d'emploi, en particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laissé préjuger de leur qualité.

ARTICLE 32 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX

Conformément à l'article 44 du CCAGT,

- 1- Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit procéder à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux. L'entrepreneur se conforme pour ce dégagement, ce nettoyage et cette remise en état à l'échelonnement et aux stipulations du cahier des prescriptions spéciales.
- 2- A défaut d'exécution de tout ou partie de ces opérations dans les conditions prescrites par le cahier des prescriptions spéciales dans un délai de quinze (15) Jours, le maître d'ouvrage met en demeure l'entrepreneur de réaliser ces opérations. Si l'entrepreneur ne les réalise pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la réception de la mise en demeure, il est appliqué une

pénalité journalière de Cinq cent (500) DH par jour de calendrier de retard, Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur

ARTICLE 33 : PENALITES PARTICULIERES

En cas de retard de l'entrepreneur dans la remise de certains documents ou rapports ou par défaut de réalisation de certaines de ses obligations, Une pénalité particulière de mille (1.000,00) dirhams par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration de la date de mise en demeure remis à l'entrepreneur relatif à ce sujet. Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur. Conformément à l'article 66 du CCAGT, l'ensemble de ces pénalités est plafonné à deux pour cent (2%) du montant initial du marché.

ARTICLE 34 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCALE

L'entrepreneur s'engage conformément à l'article 149 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de 20% de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune de Salé, le cas échéant, de la préfecture de Salé.

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1 - Connaissances des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux, des sols et des sous-sols, il est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différents travaux, les conditions d'accès au chantier et en tenir compte dans l'établissement de ses prix. Aucun supplément de prix ou de délai dû à une mauvaise appréciation des difficultés du chantier ne sera accordé.

L'entreprise est tenue de prendre connaissance de tous les plans joints au présent dossier de consultation. Elle est également réputée avoir vérifié les quantités indiquées au bordereau d'après les plans fournis. Elle devra faire part au maître d'ouvrage de tous ses désaccords éventuels en ce qui concerne les quantités avant de dépasser les quantités prévues dans le marché, faute de quoi, aucune réclamation ne sera admise par la suite.

2 - Organisation du chantier

Dans un délai de 15 jour ouvrable du jour de la notification de l'ordre de service notifiant l'approbation du marché, le Titulaire du Marché procédera, par écrit à informer le maire d'ouvrage des dispositions nécessaires qu'il doit établir pour démarrer les travaux notamment :

L'installation de panneaux appropriés au site prescrivant les différentes prescriptions du projet (Maître d'Ouvrage, n° du marché, l'entreprise, la durée des Travaux, les différents intervenant ...)

La signalisation, la surveillance, le gardiennage des chantiers qui demeurent entièrement sous la responsabilité du titulaire de ce marché. D'autres indications complémentaires peuvent être demandées par l'Administration le cas échéant.

Le Titulaire du Marche est tenu de fournir toutes précisions utiles concernant le matériel et le personnel qu'il compte utiliser sur les chantiers

3 - Direction du chantier, contrôle technique et surveillance des travaux.

Pendant toute la durée des travaux, les responsables techniques de La commune chargé du contrôle et du suivi des travaux auront libre accès sur le chantier et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen les échantillons de matériaux et appareillage à mettre en œuvre. Ils vérifieront que les ouvrages sont réalisés conformément aux plans en vigueur. Ils assisteront à l'implantation et la mise en œuvre des prestations prescrites au bordereau des prix, prendre part à la prise des métrés en présence du mètreur de l'entreprise pour élaboration des attachements, et la réception provisoire des ouvrages et auront la qualité pour interpréter et à juger les devis notes techniques et fourniture.

- L'entrepreneur est tenu de se conformer strictement aux instructions et ordres du Maître d'Ouvrage à respecter ses représentants qualifiés.
- Toute décision qui comporterait des conséquences financières devra faire l'objet d'un ordre écrit préalable.
- Sur une simple demande ou la notification du PV à l'entrepreneur, le Maître d'Ouvrage peut imposer à l'entreprise le remplacement de son représentant sur le chantier. Le remplacement de ce collaborateur doit être affecté dans un délai maximum de 24 heures, à compter de la date du PV ou de la demande du Maître d'Ouvrage.
- Les rendez-vous de chantier auront lieu une fois par semaine, et suivant la nécessité, au jour et heures fixées par le Maître d'Ouvrage ou son représentant,

Les rendez-vous de chantier seront dirigés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant qualifié, à l'issue de chaque rendez-vous de chantier, il sera établi par le maître d'Ouvrage ou son représentant un procès-verbal de réunion. L'entreprise pourra prendre possession d'un exemplaire de ce P.V au bureau du Maître d'Ouvrage et devront faire connaître leurs observations éventuelles sur son contenu lors du rendez-vous suivant, faute de quoi le procès-verbal sera considéré comme approuvé par tous les destinataires.

4 - Prestations étendues des travaux

4.1 - Consistance

Les travaux faisant partie du présent lot comprennent :

- Le nettoyage et la préparation du terrain pour plantation.
- La fourniture, traitement, et la mise en œuvre de terre végétale et les amendements.
- la fourniture et plantation des palmiers et arbres.
- La fourniture, pose et mise en marche du système d'arrosage.
- Les travaux d'entretien des plantations et du réseau d'arrosage.

4.2 -Moyens humains et matériel :

Le Titulaire est tenu de :

Disposer d'un personnel (Maçons, jardiniers, ouvriers, cadres techniques...) Expérimenté et qualifié pour mener à bien et avec plus grands soins les prestations objet du présent marché, de mettre en place les agents nécessaires en nombre suffisant pour assurer les prestations du marché, Si le Maître d'Ouvrage découvre qu'un membre du personnel du Titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un membre du personnel, le Titulaire devra, sur demande motivée du Maître d'Ouvrage, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent au moins être égales à celle de la personne à remplacer.

Par ailleurs, les tenues de travail portant le sigle de l'entreprise ainsi que le matériel de Protection du personnel sont exigées au cours des travaux.

La Disponibilité Obligatoire des Moyens Logistiques et matériels, Camion de Chantier, Tractopelle, Trax, Camion-Citerne, Tondeuses, débroussailleuses, petit matériel . . . etc. y compris vrais emballement toutes outillages et matériels nécessaires à l'exécution des travaux dans les règles de l'art.

5 - Programme et cadence des travaux

L'entrepreneur devra soumettre au maître de l'ouvrage dans les quinze jours de la notification de l'ordre de service de commencement, le calendrier d'exécution des travaux selon lequel il s'engage à conduire le chantier, comportant tous renseignements et justifications utiles.

Au cas où la cadence d'exécution des travaux deviendrait inférieure à celle prévue au calendrier, le maître de l'ouvrage fera application des mesures prévues à l'article 71 du CCAG-T même pour les délais partiels portés au planning.

Le planning sera obligatoirement affiché au bureau de chantier et constamment tenu à jour sous la surveillance du Maître de l'Ouvrage, et l'entrepreneur étant tenu de vérifier cette mise à jour.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve toutefois la possibilité sans que l'entrepreneur puisse prétendre à indemnité, de faire exécuter ces travaux par tranches successives qui seront définies par ordre de service.

6 - Echantillonnage

L'Entrepreneur devra soumettre à l'agrément de la Commune, un échantillon de chaque espèce de matériaux, appareillage et plants qu'il se propose d'employer ou installer. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation des agents de service des espaces verts de la Commune, Les échantillons acceptés seront déposés au bureau de chantier et serviront de base de vérification pour la réception des travaux. La demande de réception du matériel devra être présentée au moins 4 (quatre) jours avant son emploi. Les échantillons refusés seront immédiatement évacués du chantier et remplacés aux frais de l'Entreprise,

L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposées. Les frais d'essai seront à la charge de l'entrepreneur pour tous travaux qui n'auront pas satisfait aux conditions imposées par le présent cps.

7 - Choix des matériaux.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles pour avoir sur son chantier, la quantité et la qualité des matériaux vérifiés et acceptés indispensables à la bonne marche des travaux et dont l'échantillonnage aura été agréé par Le MO, les matériaux destinés à l'exécution des travaux objet du présent CPS seront de production marocaine. D'une façon générale, la provenance des matériaux devra être agréée par le maître d'Ouvrage ou son représentant sur proposition de l'entrepreneur.

Les matériaux refusés devront être immédiatement évacués du chantier et les ouvrages éventuellement commencés avec ces matériaux de rebut seront démolis et refait aux frais de l'entrepreneur.

Dans cette situation le Maître d'Ouvrage aura la possibilité de demander et de procéder à des essais ayant pour but de préciser et de connaître les qualités auxquelles doivent répondre un certain nombre de matériaux. Les échantillons seront prélevés dans les travaux susceptibles d'être reçus. Ils seront fournis gratuitement et au frais de l'entrepreneur. Ces essais et autres seront effectués par un laboratoire agréé par l'Etat et qui fera lui-même les prélèvements

Si l'une quelconque des travaux essayés se révèle non conforme aux vérifications, le MO peut la refuser. L'entrepreneur devra alors dans ce cas soit remplacer les travaux refusés, soit y apporter des modifications nécessaires pour la rendre conforme sans que cela coûte quoique que ce soit au M.O.

L'énumération ci-dessus est énonciative, et non limitative ; en fait, l'Entreprise s'engage à livrer l'ensemble des installations concernées par le (C.P.S) en parfait état de fonctionnement et conformes aux dispositions formulées par le CPS, et les règles de l'Art.

8 - Travaux de terrassement

Les terrassements en masse et les fouilles pour ouvertures de tranchées, trous ou rigoles, en toute profondeur et en terrains de toute nature seront réalisées soit par engins mécaniques, soit manuellement avec nivellement de l'assise de la plate-forme du projet, réglage, la mise à profil, et pour les terrassements verticaux.

9 - Les prescriptions pour mortiers et bétons.

9.1 - dosage des mortiers

Par dérogation à l'article 31 du devis général de l'architecture, la composition des mortiers sera la suivante :

Désignation des mortiers	Liant ciment CPJ 35 en Kg	Chaux en Kg	Sables En m3	Grains de ris sans poussière en m3	Eau de gâchage (m3) les sables utilisés secs	Emploi
Mortier n°1 Mortier maigre	250		1,000		0,290	Formes
Mortier n°2 Mortier moyen	350		1,000		0,290	Hourdage maçonnerie de moellons en élévation, agglos et briques
Mortier n°3 Mortier gras	450		0,8	0,2	0,3	1ère couche des enduits Enduit grillagé, chape Scellement
Mortier fort Mortier 3 bis	400		1,000		0,300	Finition des enduits
Mortier n°5 Mortier bâtard	150	250	1,000		0,300	Enduit Mortier bâtard
Mortier n°8 Mortier ordinaire	300		1,000		0,300	Hourdage maçonnerie de moellons en fondations

Les volumes d'eau et la quantité du ciment du tableau ci-dessus sont donnés à titre indicatif pour les sables parfaits les quantités réelles seront confirmées ultérieurement après mesure par le laboratoire sans pour autant qu'elles soient inférieures à celles précisées au tableau indicatif

9.2- dosage des bétons

Désignation des bétons	Liant ciment CPJ 45 en Kg	Sable 0/5 en m3	Gravillon n 8/15 en m3	Gravillon n 8/15 en m3	Pierre 25/40 en m3	Cassés 40/60 en m3	Molé 100 en m3	Eau en m3	Emploi
Maigre	150	0.600	0.800					0.130	Béton B5
Ordinaire	250	0.500		0.800				0.170	Béton B4
Gravillon	300	0.450		0.350	0.450			0.180	Béton B3
Armé	350	0.400	0.400	0.450				0.200	Béton B2
Banché	400	0.400	0.750	0.150				0.210	Béton B1
Gros béton	250	0.450		0.200		0.800		0.170	Gros Béton

Cyclopéen	300	0.450		0.200	0.800		0.400	0.170	Béton cyclopéen
-----------	-----	-------	--	-------	-------	--	-------	-------	-----------------

Les quantités définitives de ciment et des agrégats, entrant dans la composition des bétons seront déterminées par les études de formulation et d'essais effectués par un laboratoire agréé à la charge de l'entreprise.

Les frais de ces études sont à la charge de l'entrepreneur, et elles doivent être remises au maître d'ouvrage avant tout coulage du béton.

Tous les mortiers et bétons seront fabriqués mécaniquement, les caisses à dosage pour les mortiers et béton sont exigées.

9.3 - Contrôle

Au cours des travaux, l'Entrepreneur sera tenu d'utiliser des matériaux ayant les mêmes qualités et les mêmes dosages. L'Entrepreneur devra toujours pouvoir fournir la preuve de l'origine des matériaux approvisionnés, et de leur qualité.

Des essais de résistance seront exécutés en cours des travaux pour chaque type de béton, Ces essais, conduits suivant les normes en vigueur et sous la vérification du Laboratoire agréé, porteront sur la détermination des résistances à la compression sur cylindre à 7 et 28 jours sur 9 éprouvettes au sol et par essai. Les prélèvements seront exécutés inopinément par le Laboratoire agréé, La fourniture des moules pour éprouvettes, les essais, les transports et les frais de laboratoire agréé seront à la charge de l'Entrepreneur.

Au cas où les caractéristiques résultant des essais de contrôle seraient inférieures aux caractéristiques exigibles, les mesures imposées pourront aller jusqu'à la destruction et la reconstruction de ces ouvrages.

Cependant, il pourrait être exigé que des essais de contrôle non destructifs soient exécutés aux frais de l'Entrepreneur. Dans ce cas, et si les essais confirment la mauvaise qualité des ouvrages, l'Entrepreneur pourra proposer des mesures propres à remédier à la situation. Le Maître d'Ouvrage restera cependant seul juge et sa décision finale sera sans appel.

Les frais de tous les essais sont à la charge de l'Entrepreneur.

9.4- Fabrication des bétons

Les bétons seront obligatoirement fabriqués par des centrales à béton ou bétonnières, en aucun cas il ne sera admis de béton fabriqué à la main, Le matériel mis en chantier devra correspondre à celui qui sera indiqué dans la note sur le matériel que l'Entreprise doit remettre en même temps que son offre.

10- Prescriptions concernant l'exécution de travaux de revêtement

Dans l'exécution des travaux de revêtement l'entrepreneur devra :

- Exécuter les travaux selon les plans et détails du maître d'ouvrage.
- Soumettre avant tout commencement d'exécution, à l'approbation du maître d'ouvrage tous les plans, schémas et procédés qu'il serait amené à mettre au point et à utiliser.
- Présenter pour réception et agrément des échantillons de tous les matériaux qui seront mis en œuvre
- Avant toute exécution vérifier toutes les cotes des dessins remis par le maître d'ouvrage, et des travaux exécutés par les autres corps d'état, signaler en temps utile les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire, ainsi que tous les éventuels changements qu'il se proposerait d'y apporter.
- Assurer la protection et la conservation de tous ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux.

- Savoir que de toute manière, le fait d'exécuter sans rien changer aux prescriptions des documents remis par le maître d'ouvrage, ne peut atténuer quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de réalisateur.
- Les indications des plans à grande échelle prévalent sur celles des plans d'ensemble. Qualité des revêtements
- Les revêtements de sols devront être de Première qualité, exempts de tous défauts et devront satisfaire aux normes en vigueur.
- Des échantillons seront soumis à l'agrément du maître d'ouvrage avant toute mise en œuvre.
- Tout matériel ou matériau non conforme à l'échantillon sera obligatoirement refusé.

Normes à respecter :

Les travaux exécutés au titre du présent paragraphe seront rigoureusement conformes aux D.T.U normes et règlement en vigueur à la date de signature du marché, notamment :
D.T.U 52 : Cahier des charges applicables aux travaux de revêtement de sols scellés, applicables aux locaux d'habitations et de bureau.

Protection des ouvrages

L'entrepreneur devra assurer la parfaite protection de ses ouvrages jusqu'au moment de la réception. Il devra également assurer la bonne conservation de ses protections et les remplacer éventuellement. Cette protection devra être très efficace car toute détérioration des revêtements obligera à une réparation entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Travaux de finition

L'entrepreneur doit tous les travaux de finition y compris le polissage soigné.
Ces travaux de finition seront réalisés avec les protections nécessaires pour éviter de détériorer les travaux exécutés par les autres corps d'état.

A la demande du maître d'ouvrage, l'entrepreneur devra enlever les protections qu'elle aura mise en place. Il devra assurer l'enlèvement de tous gravats et débris. Après évacuation des gravats, l'entrepreneur fera un lavage complet et efficace des surfaces.

11- prescriptions concernant la préparation du sol

11.1-Préparation du sol

Toute mise en place de la terre végétale doit obligatoirement être précédée d'un décompactage du fond de forme sur une épaisseur minimum de 30 cm, avec nettoyage de toutes les parties de plantations ; concerne notamment la végétations herbacées spontanées existante, les matériaux et pollutions visibles à la surface du sol, les matériaux non terreux (graves, déchets divers, bois morts, objets abandonnés, etc.) Le décompactage sera réalisé à l'aide d'un engin agricole type rotavator dans les endroits dégagés, ou manuellement. En aucun cas cette opération ne sera réalisée avec les dents d'une pelle mécanique.

11.2- Fosses de plantation

Lors de l'ouverture des trous de plantation, l'entrepreneur veillera à ce que la terre des horizons supérieurs soit séparée de celle des horizons inférieurs tout en veillant à enlever toutes les pierres

Lors de l'opération de rebouchage des trous, qui ne se fera, d'ailleurs qu'après réception des travaux d'ouverture des trous, la terre des horizons supérieurs, préalablement débarrassée de toutes les pierres

et enrichie par des apports de terre aux alentours du trou qui doit être mise la première au fond du trou. La terre des horizons inférieurs sera mise en dernier pour finir le rebouchage du trou et fermer l'impluvium. L'impluvium devra être établi sur un rayon de 50 cm autour de l'axe du plant.

Il sera réalisé pour chaque végétal et quelle que soit l'espèce ou la hauteur, une fosse de plantation dont les dimensions seront les suivantes :

- Palmier 1,20m x 1,20m x 1,20m de profondeur ;
- Arbres 1,00m x 1,00m x 1,00m de profondeur ;
- Arbustes 0,50m x 0,50m x 0,50m de profondeur.

11.3 -Modelage des terrains

Les terrains devant recevoir les plantations seront aménagés et nivelés suivant plans et indications du maître d'ouvrage données sur place.

11.4 - Apport et mise en œuvre de terre végétale

La terre végétale doit être friable, propre et libre de toutes impuretés, pierres et de corps étrangers. La terre de référence est une terre franche de texture limono sableuse et perméable, un échantillon de La terre végétale sera fournie par l'Entrepreneur et approuvée par le maître d'ouvrage avant son approvisionnement.

La terre végétale devra provenir du décapage de la couche superficielle d'une parcelle réputée de nature agricole, sans débris de toute nature, ni roches, ni racines adventices, ni déchets industriels ou urbains.

Mélange d'une terre brute extraite à une profondeur maximale de 30 cm (le décapage sera adapté aux types de sols rencontrés) et d'amendements type substrat organiques, tourbe, si nécessaire (terre limono sableuse à rechercher sur un horizon de surface de sol. Si les terres devaient être stockées avant son étalage, toute mise en tas de plus de 2 mois entraînerait un refus du matériau. Hauteur limitée à 2,00m. L'entreprise devra s'assurer du maintien de la propreté de la terre végétale mise en place.

L'Entrepreneur ne pourra arguer des difficultés d'approvisionnement, de transport pour quelques raisons que ce soient, afin de justifier les retards de l'exécution des travaux qui lui sont prescrits. Les terres non conformes aux échantillons agréés seront refusées, les terres présentant des blocs, des cailloux ou des déchets végétaux seront refusées.

L'échantillon retenu restera visible sur le chantier jusqu'à la fin de l'approvisionnement.

L'entreprise devra faire connaître et accepter par le Maître d'ouvrage avant la fourniture :

- Le lieu d'extraction,
- La profondeur maximale d'extraction qui ne devra pas dépasser 0,40 m
- L'analyse physicochimique et granulométrique d'échantillons moyens représentatifs

Si l'analyse d'échantillons indique les lacunes dans la qualité de la terre végétale, il devra apporter les amendements physiques, organiques et chimiques qui s'imposent à ses frais.

Cet apport doit être justifié par l'analyse des amendements employés. La terre mise en place sera conforme aux prescriptions du présent C.P.S, cette terre étant finement ameublie lors de sa mise en place, laquelle sera faite par temps sec.

Correction du pH et fertilisation

Les matériaux utilisés doivent être en conformité avec les normes en vigueur.

La nécessité d'un éventuel fractionnement dépend de la quantité et des produits utilisés.

Dans le cas où il serait nécessaire de corriger le substrat, la date de la mise en œuvre de l'engrais est fonction de la nature des produits employés, notamment leur potentialité de lessivage.

Dans tous les cas les engrais de fond seront appliqués à la plantation ; un apport d'engrais de fond de type NPK 14.28.14, 4.8.6 ou toute composition le mieux indiqué par les analyses de la terre végétale, doit être réalisé à la plantation dans les doses suivantes :

1 kg par arbre

0,3 kg par arbuste

0,15 kg par m² de gazon

Ces ratios sont donnés à titre indicatif ; si les analyses de terre végétale recommandent d'autres doses, l'entreprise doit s'y conformer.

Le prix d'apport des engrais de fond à la plantation est compris dans les prix unitaires des végétaux.

L'épandage d'engrais doit être suivi d'un arrosage fréquent.

12 - Prescriptions concernant la plantation

12.1 - mode d'exécution des plantations

Les travaux de plantations doivent être en tout point effectués dans les règles de l'art. cet effet le travail à la tâche est interdit.

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur les soins à apporter aux travaux de plantations et la nécessité d'avoir sur le chantier un personnel qualifié.

12.2-périodes de plantation

De façon générale les arbres et les arbustes caducs sont plantés en principe, du 1^{er} novembre au 31 mars. Les végétaux persistants sont plantés du 15 octobre au 15 avril. Les végétaux en bac peuvent être plantés toute année.

Les plantations doivent être suspendues lorsque la terre est détrempée par la pluie

Les racines des arbres et des arbustes sont rafraichies en recepant les extrémités et en supprimant les parties meurtries et desséchées. On poursuit le modelage de l'appareil racinaire en vue d'un enracinement ultérieur abondant et régulièrement réparti,

Les racines des plants en racine nue sont pralinées au moment de la plantation puis étalées soigneusement et garnies de terre la plus meuble et la plus fine.

Cette terre est mise en place à la main, en tassant modérément pour qu'il ne subsiste pas de vide. Le trou est ensuite rempli en piétinant doucement, surtout vers les abords pour affermir le remblai. Après la plantation, une cuvette est aménagée au pied de chaque arbre.

Après la taille des racines, il peut avoir lieu de réduire en proportion la partie aérienne, en éliminant tous les rameaux inutiles et en diminuant, de façon équilibrée, d'un tiers les branches utilisables. Il s'agit essentiellement d'une taille destinée à assurer la reprise du végétal.

12.3-Plombage

Le plombage est un tassement hydraulique destiné à combler les vides entre la terre et l'appareil racinaire. Il est obligatoire, même si l'état-hydrométrique du sol peut faire croire à son inutilité. Les terres très mouillées présentent de grosses mottes que seul le plombage peut liaisonner.

12.4-le stockage et mise en jauge

Dans le cas d'une mise en jauge sur le chantier, le système racinaire est praliné, la hauteur de la terre végétale sur les racines doit être de 30 cm minimum, un paillage vient en surépaisseur.

La Jauge doit être située en points hauts afin d'éviter toute stagnation d'eau. Ils seront protégés du vent et des embruns par des filets appropriés.

Le maître d'ouvrage doit refuser la plantation des végétaux dont le système racinaire présente un début de pourrissement ou de séchage ou de gel, ou dont le stockage ou la mise en jauge n'est pas conforme aux Indications ci-dessus. Le stockage doit se faire de façon à préserver la couronne des arbres intact sans cassure ni déformation des branches.

12.5 Qualité des plantations

Les caractéristiques de genres, d'espèces, de variété, de force ou de taille ainsi que les quantités doivent être respectées.

En vue de la désignation de l'entreprise adjudicataire, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger des entreprises sollicitées à ce titre, la production de copies certifiées des actes authentiques de commandes et de réservations des végétaux, adressées par elles à leurs pépiniéristes fournisseurs ainsi que les confirmations de fournitures par ces mêmes pépiniéristes. Les plantes doivent être de premier choix, saines et vigoureuses, de qualité loyale et marchande, bien constituées, exempts de toutes tares et maladies, sans mousse ni gerçures, le fournisseur devra être agréé par le maître d'ouvrage.

Les racines seront sans écorchures, bien ramifiées pourvues d'un chevelu suffisamment abondant conservé autant que possible dans son intégrité. Les racines ne doivent en aucun cas être éclatées ou blessées.

Les arbres auront un tronc bien droit exempt de nodosités ou de plaies.

Tout arbre ayant une motte cassée sera refusé.

Tous les végétaux, palmiers, arbres, et les arbustes seront livrés obligatoirement avec leur motte en bac, sachet ou équivalent,

Les palmiers

La hauteur des palmiers devra être conforme aux indicans du bordereau de prix, les palmiers ne sont pas dispersés d'une manière aléatoire, mais devront obligatoirement répondre à un effet de composition paysagère qui sera précisé par les agents du service des espaces verts.

L'entrepreneur devra faire en sorte qu'il n'y ait pas de disparité dans l'alignement, la différence de hauteur entre deux palmiers voisins ne pourra excéder 0,25m, il devra également prendre ses dispositions dans ses approvisionnements pour planter des alignements de hauteur homogène, la différence des stipes entre le premier et le dernier de l'alignement ne pourra dépasser 0,50. Les catégories de palmiers sont précisées sur le plan de plantation l'entrepreneur est tenu de s'y conformer.

Les arbres

Les arbres feuillus à tiges doivent avoir une tête bien formée, régulière, en aucun cas déportée ou déséquilibré en densité constante, bien fournie, sans moignon, d'une seule flèche, sans grosse branche concurrente, et sans blessure. Les départs de branches, de rameaux, de brindilles, doivent être réguliers et sans vides. La foliation doit être régulière, bien fournie, sans manque, ni défaut.

D'une façon générale, les feuillus près des cheminements devront être formés obligatoirement en haute tige de façon à ce que les branches latérales et les feuillages ne se développent qu'à partir de 2m de hauteur.

Indépendamment de leur qualité, la bonne reprise des végétaux dépend des conditions générales des transplantations de la durée du transport et du soin apporté à leur plantation. Elle est sous la responsabilité pleine et entière de l'entrepreneur.

12.6: Transport des plantes

Les plantes destinées au chantier devront faire l'objet de tri au niveau de la pépinière. La durée de conservation des plants en jauge sur les lieux du chantier ne doit pas dépasser 48 heures. Des précautions doivent être prises lors de l'opération de transport.

Tous les palmiers arbres et arbustes doivent être apportés en mottes. La motte sera conservée intacte. Ils seront disposés sur le camion de telle manière d'éviter toutes cassures ou destruction de la motte. Il faut veiller à ce que les plantes ne sont pas blessée au cours du transport.

Le moment du transport des plantations sera pris en considération. Il sera fait en temps frais de préférence la nuit, cela pour éviter le dessèchement des racines et plant entier en cas de température élevée. En plus une bâche sera montée sur le camion pour protéger la marchandise des intempéries.

12.7: Réception et manipulations des plants

Comme dans le cas du transport, le déchargement sera fait avec minutie pour éviter toute destruction des plantes. Avant la plantation, celles-ci doivent être placées dans un endroit frais et humide afin de diminuer la transpiration et éviter le dessèchement.

Lors de distribution du matériel végétal aux lieux de leur plantation définitive le manipulateur prendra tous les soins nécessaires à la bonne santé des plants. Ceux-ci doivent être manipulés convenablement.

12.8-Tuteurs

Tuteurs des palmiers et des arbres .

Tuteur en bois d'Eucalyptus ou équivalent, longueur adaptée à la taille de la plante diamètre 12cm, la partie à enterrer sera affûtée en pied et préalablement carbonisée jusqu'à 20cm, au-dessus du sol fini, ces tuteurs ne doivent pas affectés les racines des plantes.

Ils sont enfoncés d'au moins 0,30 m par rapport au fond de forme de la fosse de plantation, et ont une hauteur minimale de plus de 0,50 m par rapport au sujet concerne.

Vu les conditions ventées du site, le tuteurage sera fait systématiquement par des doubles ou triples tuteurs ou par un haubannage dont un échantillon est à faire approuvé par la maitre d'ouvrage.

Colliers pour tuteurage

Colliers constitués d'une lanière de caoutchouc réglable. L'entrepreneur devra en proposer l'agrément au Maître d'ouvrage.

12.9- Engazonnement des espaces.

Le sol devra être préparé au préalable et dégagé des intrus. Les espaces seront plantés en bouture de gazon à raison de 90/80 boutures /m2 sur le support y compris l'entretien par des amendements en fertilisant tels engrais spécial gazon et du fumier bien décomposé. Les travaux de préparation du sol, de plantation, une fois achevés seront suivis des arrosages. L'arrosage régulier des parties engazonnées sera assuré par les soins de l'entrepreneur titulaire du marché à raison de 3 fois par semaine pendant la saison sèche et notamment la nuit, et 2 fois par semaine pendant les autres saisons.

L'entrepreneur aura accès aux points de prises d'eau exécutées qui nécessitent également la maintenance.

12.10: Arrosage

Une dose d'arrosage doit être apportée Immédiatement après plantation pour humidifier le substrat et permettre une bonne repousse du plant.

Il est préférable que l'eau soit apportée sous forme de pluie fine pour garder la structure du sol intacte.

Pour assurer une bonne réussite des plantations, l'entrepreneur devra assurer leur arrosage durant la période des 12 mois après la réception des travaux, à partir du système d'arrosage et des bouches d'arrosage Installés.

L'eau d'arrosage n'est pas à la charge de l'entrepreneur mais les accessoires d'arrosage sont à sa charge (tuyaux, raccords, acheminement provisoire de l'eau entre la source d'eau et avant la mise en marche des bouches du réseau d'arrosage, etc.)

13. Prescriptions concernant travaux d'arrosage

Les travaux seront exécutés suivant les dispositions de devis général d'architecture. L'entrepreneur devra fournir dans le délai de 15 J. (Quinze jours) à dater de la notification de l'approbation du marché, les plans détaillés d'exécution et les notes de calculs correspondant à l'exécution du système d'arrosage calculer par un bureau d'étude spécialisé dans le domaine.

Ces plans porteront l'indication des tracés et les sections des canalisations ainsi que leurs couleurs conventionnelles conformément à la norme N.F.P.02.009.

Le tracé proposé devra satisfaire aux règlements d'hygiène et de voirie, est aux règlements particuliers en vigueur au Maroc.

La marque des éléments du système d'arrosage doit être approuvée par le maître d'ouvrage.

Ouverture des tranchées :

Les canalisations seront implantées à une profondeur de 80cm ou 60cm, il sera tenu compte pour la largeur des tranchées que les tuyaux en PVC ou PHED peuvent être assemblés à l'extérieur de celles-ci et ensuite descendus dedans.

Les largeurs des tranchées seront de la dimension juste suffisante pour permettre un calage correct des canalisations ainsi que défini dans la norme NF EN 12484-4 ou similaire au Maroc. Cette largeur est de 50-40 cm. La profondeur de toutes les tranchées doit permettre une hauteur de remblaiement maximum soixante centimètres (60cm) au-dessus de la génératrice supérieure du tube quel qu'en soit le diamètre.

Le fond de fouille des tranchées sera propre et correctement nivelé, expurgé de pierres, mottes et débris végétaux, l'entreprise vérifiera que l'état des tranchées ne présente pas de risque d'endommagement des tubes.

Les agents de contrôle du maître d'ouvrage devront être avertis des tranchées en cours d'excavation ou terminées. Le Maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit d'inspecter et d'accepter les tranchées, avant la mise en place des tuyaux.

A l'achèvement de la mise en place des tuyaux, après le montage des goutteurs, vannes et autres composants du système, l'Entreprise pourra procéder au remblaiement des tranchées ou tronçons de tranchées,

Les matériaux de remblaiement seront constitués de terre friable expurgée des plus grasses pierres et autres débris qui pourraient endommager les tuyaux,

Conduites :

Les canalisations primaires et secondaires en PVC ou PEHD seront mises en œuvre selon les recommandations des fabricants et conformément à la norme NF-EN 12484-4 ou similaire au Maroc.

Toutes les extrémités de canalisation devront être bouchés chaque jour avant de quitter le chantier ou lorsque les travaux seront arrêtés, toutes les extrémités libres de canalisation ou de raccords qui ne seraient pas bouchés, seront obturées avec des bandes autocollantes fixées sur l'ouverture à protéger afin d'éviter l'entrée d'animaux ou de débris.

Clapet vanne :

Les clapets vannes et la clé de clapet vanne avec coude d'articulation seront en plastique de type rain bird ou équivalent inséré dans un massif béton pour bien le caler, ils seront raccordés à la canalisation par un montage articulé spécialement conçu pour éviter le dévissage du clapet vanne. Le dernier coude

disposera d'un insert en bronze fileté 1" pour permettre l'assemblage du clapet par filasse et pâte à joint. Le dernier coude disposera également d'un dispositif permettant l'introduction d'un tube d'ancrage. Ces clapets vanne seront installés dans les regards tous les 50m environ sur la conduite principale.

Regards pour vanne d'arrêt :

Les vannes d'arrêts seront positionnées dans des regards avec couvercle et serrure anti vandale. Ces regards seront de forme rectangulaire seront suffisamment profonds ou munis de rehausses pour permettre un accès facile aux vannes d'arrêts, Les regards seront remplis, au fond, de 20 cm de gravier et pourvu d'une évacuation des eaux résiduelles.

Les regards seront stabilisés par des briques ou des parpaings et découpés de manière à ce qu'ils ne risquent pas d'endommager les canalisations ou les câbles en cas d'affaissement.

Les emplacements des regards à vanne seront choisis, autant que possible, dans un endroit sac et non pas à un point bas collectant les eaux de drainage et dans des zones discrètes de manière à être cachés de la vue directe. Le couvercle des regards à vanne sera de niveau avec le sol fini.

Essais :

Les essais se feront en présence du Maître d'Ouvrage, ils comprendront les Vérifications suivantes :

- Vérification de la pression de service en divers lieux et à différents moments de la journée. Cette pression doit être de 2 bars en moyenne ;
- Vérification du débit.
- Vérification du bon fonctionnement de l'ensemble du matériels d'arrosage

14 - mode de maintenance pendant la période de la garantie

Au cours de la période de garantie et ce à compter de la date de la réception provisoire, l'entrepreneur est chargé de procéder périodiquement à l'entretien des espaces plantés pour favoriser le développement normal des végétaux, et de toute anomalie constatée, par du personnel permanent et qualifié et ce jusqu'au dernier jour du délai garanti,

En outre, la garantie des travaux de génie – civile comprendra également les opérations d'entretien des espaces plantés à savoir :

- Elagages des arbres enlèvement du bois mort, taille de formation des branches brisées et l'application des produits cicatrisants appropriés.
- Pulvérisation nécessaire pour garantir les plantations des attaques des insectes et des maladies diverses, traitement phytosanitaire divers sur l'ensemble des plantations.
- Redressement régulier des arbres inclinés par le tassement des terres ou du vent.
- Remplacement des tuteurs cassés.
- Repiquages du gazon des parties dégradées.
- Remplacement des végétaux n'ayant pas repris et selon les mêmes spécifications
- Les apports des engrais de couverture si nécessaire pour gazon.
- Arrosage périodique y compris la tonte de gazon et évacuation des déchets à la décharge publique.
- tailles et nettoyage des arbustes et élimination des mauvaises herbes.
- Le nettoyage du terrain avec l'enlèvement de tous les déchets de coupe et les feuilles mortes doit être effectué régulièrement, y compris l'évacuation des déchets ne provenant pas des opérations de jardinage Cette liste de travaux n'est pas limitative ; l'entrepreneur devra accomplir tous les travaux nécessaires pour assurer la réception définitive.

Parmi les dispositions à tenir en compte lors des arrosages

- Les conditions climatiques (La fréquence augmente ou diminue selon le temps)

- En période de forte chaleur, l'arrosage doit s'effectuer en dehors des heures où l'évapotranspiration est maximale (qui est entre 11h et 16h)
- Les cuvettes d'arbres doivent recevoir des quantités d'eau nécessaires au bon développement des racines.
- Ne pas utiliser des lances puissantes à jet d'eau.
- L'apport d'eau d'irrigation le cas échéant est une condition impérative pour une bonne conservation des espaces verts. Il appartiendra au titulaire du marché de prendre les mesures nécessaires et adéquates de mettre en œuvre des moyens qu'il jugera les mieux appropriés, compte tenu des installations existantes et des possibilités d'utilisation
- Les travaux d'entretien doivent être assurés dès la plantation des plantes jusqu'à la réception définitive.

Chaque fuite ou dysfonctionnement tel qu'il soit est à la charge du titulaire.

ARTICLE 35 : PLAN DE RECOLEMENT :

L'entrepreneur doit fournir un plan de récolement des travaux réalisés en trois tirages format papier et sur un support électronique au maximum un mois après la réception provisoire.

ARTICLE 36 : CONSISTANCE ET DEFINITION DES PRIX

TRAVAUX D'ARROSAGE.

Prix N° 1 : Fouille en tranchées 80 cm de profondeur et 50 cm de largeur.

Ce prix rémunère au mètre linéaire les travaux de terrassement en tranchées, en terrain de toute nature y compris le rocher pour profondeur de 80 cm et 50 cm de largeur. Les déblais excédentaires seront évacués à la décharge publique. L'ensemble exécuté conformément aux règles de l'art et aux instructions du maître d'ouvrage, y compris toutes sujétions.

Prix payé au mètre linéaire au prix N°1

Prix N° 2 : Fouille en tranchées 60 cm de profondeur 40 cm de largeur.

Ce prix rémunère au mètre linéaire les travaux de terrassement en tranchées, en terrain de toute nature y compris le rocher pour profondeur de 60 cm et 40 cm de largeur. Les déblais excédentaires seront évacués à la décharge publique. L'ensemble exécuté conformément aux règles de l'art et aux instructions du maître d'ouvrage, y compris toutes sujétions.

Prix payé au mètre linéaire au prix N°2

Prix N° 3 : Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 100 mm, PN 16.

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture, transport et pose de tuyaux en PEHD de diamètre 100 mm PN 16 bars, y compris, coudes et raccordements, Té, les essais, et toutes les sujétions d'exécution et raccordement à canalisation du réseau.

Prix payé au mètre linéaire au prix N°3

Prix N° 4 : Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 63 mm, PN 16.

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture, transport et pose de tuyaux en PEHD de diamètre 63 mm PN 16 bars, y compris, coudes et raccordements, Té, les essais, et toutes les sujétions d'exécution et raccordement à canalisation du réseau.

Prix payé au mètre linéaire au prix N°4

Prix N° 5 : Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 50 mm, PN 16.

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture, transport et pose de tuyaux en PEHD de diamètre 50 mm PN 16 bars, y compris, coudes et raccordements, Té, les essais, et toutes les sujétions d'exécution et raccordement à canalisation du réseau.

Prix payé au mètre linéaire au prix N°5

Prix N° 6 : Fourniture et pose de canalisation en PHED Ø 32 mm, PN 16.

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture, transport et pose de tuyaux en PEHD de diamètre 32 mm PN 16 bars, y compris, coudes et raccordements, Té, les essais, et toutes les sujétions d'exécution et raccordement à canalisation du réseau et aux bouches d'arrosage.

Prix payé au mètre linéaire au prix N°6

Prix N° 7 : Fourniture et pose de conduite PE Ø 16 mm avec goutteur autorégulant intégré.

Ce prix rémunère la fourniture et pose de conduite polyéthylène diamètre 16 mm avec goutteur autorégulant intégré type Rainbird série XFD Dripline ou similaire, les conduites doivent répondre aux spécifications ci-après :

Pression : de 0,59 à 4,14 bar

Débit : 1,6 à 2,3 l/h

Diamètre extérieur : 16,1 mm

Diamètre intérieur 13,6 mm

Épaisseur de la paroi : 1,2 mm

Y compris fourniture de tous les accessoires nécessaires (raccords cannelés, coude, té, filtre à disque, purgeur d'air, régulateur de pression...), des bouchons de fin de ligne, des crampons tous les 2m etc., et toutes sujétions. Les kits de départ sont compris dans le présent prix. (Voir détail N°

31) Payé au mètre linéaire

Prix payé au mètre linéaire au prix N°7

Prix N° 8 : Vanne à opercule dn 100

Ce prix rémunère la fourniture et pose dans les règles de l'art de vannes à opercule dn 100 de bonne qualité, y compris raccordement avec pièces spéciales et toutes sujétions de pose et mise en service.

Prix payé à l'unité au prix N°8

Prix N° 9 : Vanne d'arrêt manuelle en laiton y compris regard

Ce prix rémunère la fourniture et pose dans les règles de l'art de vannes d'arrêt à opercule manuel en laiton avec Poignée aluminium rouge premier choix de marque Tiemme posé dans un regard rectangulaire rain berd de dimension 59x41x31cm, y compris raccordement avec pièces spéciales et toutes sujétions de pose et mise en service.

Prix payé à l'unité au prix N°9

Prix N° 10 : Clapet-vanne y compris regard

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture, la pose et la mise en service d'un clapet vanne de premier choix avec regard circulaire à baïonnette Ø18cm. (l'ensemble marque rain-berd), y compris raccordement avec pièces spéciales, coudes, et toutes sujétions de pose et mise en service.

Prix payé à l'unité au prix N°10

Prix N° 11 : Regard en béton avec tampon en fonte ductile de 1,00m*1,00m*1,00 m.

Ce prix rémunère à l'unité la confection de regard en béton coulé dans un moule métallique, dimension intérieurs 1.00m x 1.00m x 1.00m, épaisseur 15 cm y compris, terrassements, remblaiements, béton de propreté de 10cm, avec fixation du tampon en fonte ductile, et toute sujétions.

Prix payé à l'unité..... au prix N°11

TRAVAUX DE PLANTATIONS.

Prix n°12 : Transplantation des arbres et palmiers existants.

Ce prix rémunère à l'unité la transplantation des arbres et palmier existants conservés, ce prix comprend la préparation, le cernage, le transport et transplantation et tuteurage sur un site désigné par le maître d'ouvrage. Les sujets transplantés doivent être surveillés et recevoir un entretien particulier pour assurer leur reprise. Les sujets desséchés seront remplacés au frais de l'entrepreneur.

Prix payé à l'unité au prix N°12

PRIX N°13 : Nettoyage et préparation de sol.

Ce prix rémunère au mètre carré, le décompactage du fond de forme sur une profondeur moyenne de 20 cm ainsi le nettoyage le réglage de la surface a planté avant la pose de la terre végétale, et l'évacuation de la terre impropre vers la décharge publique, et préparation du terrain y compris mouvement de terre, épierrage, dressage des surfaces et incorporation de fumure organique.

Prix payé au mètre carré..... au prix N°13

Prix N° 14 : Mise en place de la terre végétale.

Ce prix rémunère au m3 la fourniture et mise en œuvre de la terre végétale, suivant les indications du maître d'ouvrage sur l'ensemble des espaces à planter La terre végétale doit être friable, propre et libre de toutes impuretés, pierres et de corps étrangers. y compris le dressage final avant la plantation. Avant toute mise en œuvre, la terre végétale fournie par l'entreprise doit être soumise au contrôle. Travaux exécutés dans les règles de l'art y/c toutes sujétions de nivelage et réglage du terrain.

Prix payé au mètre cube..... au prix N°14

Prix N° 15 : Trous de plantation de 2.00m*2.00m*1.00m

Ce prix rémunère à l'unité travaux de creusement dans tout terrain, des trous de plantation pour arbres de dimensions 2.00m*2.00m*1.00m.

Prix payé à l'unité..... au prix N°15

Prix N° 16 : Trous de plantation de 1.00m*1.00m*1.00m

Ce prix rémunère à l'unité travaux de creusement dans tout terrain, des trous de plantation pour arbres de dimensions 1.00m*1.00m*1.00m.

Prix payé à l'unité..... au prix N°16

Prix N° 17 : Fourniture et épandage de fertilisant organique naturel type biofertil.

Ce prix rémunère à la tonne la fourniture et l'épandage d'engrais organique type biofertil, appliqué dans la couche superficielle sur toutes les zones engazonnées et incorporé dans les trous de plantations.

Prix payé au tonne..... au prix N°17

Prix N° 18 : Fourniture et plantation de washingtonia robusta.

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation avec tuteurage de washingtonia robusta d'une hauteur de 4.50 à 5.00m de stipe, livré en motte,

Prix payé à l'unité au prix N°18

Prix N° 19 : Fourniture et plantation de chorisia speciosa

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation avec tuteurage de chorisia speciosa d'une hauteur de 2.50 à 3 m, Cir 20/22 cm, livré en motte, Les parties extérieures doivent être bien formées, avec une ramification régulière,

Prix payé à l'unité au prix N°19

Prix N° 20 : Fourniture et plantation de brachychiton discolor

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation avec tuteurage de brachychiton discolor d'une hauteur de 2.50 à 3 m, Cir 20/22 cm, livré en motte, Les parties extérieures doivent être bien formées, avec une ramification régulière,

Prix payé à l'unité au prix N°20

Prix N° 21 : Fourniture et plantation de Erythrina caffra

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation avec tuteurage de Erythrina caffra d'une hauteur de 2.50 à 3.00 m, Cir 20/22 cm livré en motte, Les parties extérieures doivent être bien formées, avec une ramification régulière,

Prix payé à l'unité au prix N°21

Prix N° 22 : Fourniture et plantation de Platanus acerifolia

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation avec tuteurage de Platanus acerifolia d'une hauteur de 2.50 à 3 m, Cir 20/22 cm, livré en motte, Les parties extérieures doivent être bien formées, avec une ramification régulière,

Prix payé à l'unité au prix N°22

Prix N° 23 : Fourniture et plantation de Populus nigra italica

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation de populus nigra italica d'une hauteur de 3 à 4 m, Cir16/18 cm, livré en motte, Les parties extérieures doivent être bien formées, avec une ramification régulière,

Prix payé à l'unité au prix N°23

Prix N° 24 : Fourniture et plantation de Cupressus sempervirens stricta

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation de Cupressus sempervirens stricta en motte d'une hauteur de 4 à 4.50 m, force 200/250 cm livré en pot, Les parties extérieures doivent être bien formées, avec une ramification régulière,

Prix payé à l'unité au prix N°24

Prix N° 25 : Fourniture et plantation de Ficus retusa

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation de Ficus retusa d'une hauteur de 2.50 à 3.00m, Cir20/22 cm, livré en motte, Les parties extérieures doivent être bien formées, avec une ramification régulière,

Prix payé à l'unité au prix N°25

Prix N° 26 : Fourniture et plantation de Eugenia boule

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture et plantation de Eugenia boule diamètre 70 cm, livré en pot,

Prix payé à l'unité au prix N°26

Prix N° 27 : Fourniture et plantation de gazon en boutures genre Penissitum clandestinum

Ce pris rémunère au mètre carré la fourniture et pose de gazon en boutures genre penissitum clandestinum, à raison de 80/90 b/m2. Bouture fraîches, vertes, posée selon les règles de l'art et toutes les sujétions de plantation et d'arrosage.

Prix payé au mètre carré..... au prix N°27

Prix N° 28 : Fourniture et pose de bancs en béton architectonique

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de bancs en béton architectonique de forme en U composés d'éléments suivants :

Longueur : 1800 mm

Largeur : 500 mm

Hauteur : 450 mm

Matériaux : Béton architectonique fibré à densité optimal supérieur ou égale à 2300 Kg/m3 avec un E/C inférieur ou égale à 0,35 ; résistance à la compression minimale du béton : 40MPa

Etat de surface : Aspect lisse

Protection : Hydrophobe résistante aux taches et absorption d'humidité

Fixation : Posé sur le sol directement stabilisé par son propre poids et par fixation en utilisant des tiges d'ancrage

Prix payé à l'unité au prix N°28

ARTICLE 37 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N° 4.9 /CS/2025

OBJET : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS DE LA ROUTE DE KENITRA

« Commune de Salé »

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert NATIONAL sur offre des prix, passé en application de l'alinéa a du § 3-1 de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 du Décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

POUR UN MONTANT DE (EN CHIFFRES ET EN LETTRES) :

CHEF DE SERVICE

CHEF DE DIVISION

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain



YOUSSEF SENTISSI
Président de la
Commune de Salé

SALE, LE :/...../.....

SALE, LE :/...../.....

SALE, LE : 25/7/2025

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE

LU ET ACCEPTE PAR

SALE, LE :/...../.....

FAIT A : LE :

WISE PAR

APPROUVE PAR

SALE, LE :/...../.....

FAIT A : LE :